

AUX ACTEURS/ ACTRICES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE



FORMATION

EN DANGER

Dans une DGFIP à bout de souffle, où les restrictions budgétaires pèsent chaque jour un peu plus sur les conditions de vie au travail et l'exécution des missions, la CGT Finances Publiques a fait entendre la voix des agents de la formation professionnelle.

La Formation professionnelle devrait être la fierté de notre administration. Très peu de ministères conservent encore aujourd'hui les moyens de dispenser une formation initiale et continue de qualité à ses agents.

Pour autant, au lieu de la défendre, la DGFIP n'a aujourd'hui de cesse que de détruire cet outil fondamental.

UNE FORMATION PROFESSIONNELLE EN DÉGRADATION CONSTANTE

La casse de notre formation professionnelle initiale et continue se constate à tous niveaux.

Elle a commencé avec la « rénovation » des scolarités initiales qui sont pensées uniquement dans un intérêt budgétaire sans tenir compte des nécessités pédagogiques.

Ce dogme pèse aujourd'hui lourdement sur la qualité de la formation donnée et sur la qualité de vie au travail des agents qui la dispensent.

Est-il concevable qu'une formation initiale puisse être validée avec 7/20 de moyenne ?

La DGFIP répond oui ! De toute façon l'objectif de l'administration est de tendre systématiquement vers 100 % de validation – quoiqu'il en coûte – quelles que soient les conditions de travail (présentiel, distanciel, bi-modal ...).



Est-il concevable que si tôt sortis d'école, les stagiaires, notamment au sein des directions spécialisées, suivent des cycles de formation complets sur des thématiques générales ?

La CGT répond NON ! La conséquence directe de ces nouvelles formations est la maltraitance.

Maltraitance des stagiaires gavés autant que possible avec des notions à l'utilité professionnelle douteuse sur un temps raccourci. Ils ne parviennent même plus à retenir les principes fondamentaux de nos missions.

Maltraitance qui touche également l'ensemble des personnels administratifs, techniques et enseignants. L'accumulation des charges de travail conduisent à une augmentation dramatique des situations d'épuisement allant jusqu'à la maladie.

Certes la période récente du COVID et du distanciel ont aggravé cette situation déjà latente.

La direction ne fait rien pour améliorer la situation, pire elle profite de cette aubaine pour accélérer toujours plus la « modernisation » de nos missions : digitalisation, @-formation, cours en autonomie, ...

L'année scolaire 2022 / 2023 s'annonce encore plus difficile pour les personnels de l'ENFiP.

Les effectifs de stagiaires dépasseront de 20 % les capacités d'accueil de nos locaux. Cela impactera directement la formation initiale mais également la formation continue qui est déjà fortement sollicitée par le réseau.

Plutôt que d'en tirer les conséquences avec une augmentation du nombre de personnels et de salles de cours (location), l'ENFiP expérimente l'autonomie glissante des stagiaires en 4 + 1 (4 jours à l'école, 1 jour en autonomie). Demain ce sera le 3 + 2, puis le 2 + 3, le 1 + 4 et après ils se passeront de nous tant en formation initiale que continue. On nous a prévenus, si ça ne marche pas, ça ne sera pas de la faute de l'outil, mais de NOTRE faute !

Cela détériore un peu plus la formation dispensée et les conditions de vie au travail. Du jour au lendemain, les collègues de la division des outils numériques voient leur charge de travail exploser, avec pour seul encouragement « être au rendez-vous ».

C'est bien, nous, les agents administratifs et enseignants qui sommes en première ligne pour palier à tout, partout, tout le temps.

Mais l'ENFiP ne s'arrête pas là. La disparition du Centre National de Documentation des finances publiques est actée. Demain, avec la digitalisation des copies, c'est le Centre des concours de Lille qui est menacé.

Il ne faut donc malheureusement pas s'étonner que l'ENFiP n'attire plus même à la DGFIP alors que le mot attractivité est présent à longueur de discours.

Quand un restaurant ne fait pas le plein, on peut changer la devanture, refaire les peintures intérieures, changer le mobilier... on le sait, le carnet de commande ne sera plus jamais rempli tant qu'on n'aura pas changé le menu et remis de la qualité dans les produits servis !



LES PREUVES D'ABSENCE D'ATTRACTIVITÉ À L'ENFIP SONT NOMBREUSES :

- Maintien de l'appel à candidature plusieurs semaines supplémentaires pour que les vacances d'emploi ne soient en définitive que très partiellement comblées ;
- Multiplication des demandes de mutations parmi les collègues ;
- Difficulté pour la Formation Continue de recruter des professionnels associés ;
- Demandes incessantes de la direction d'aller faire de la promotion dans les facultés ;
- Fiches de postes non pourvues, postes vacants d'enseignants
- ...

Les personnels de l'ENFIP en sont parfaitement conscients. C'est pour cette raison qu'ils étaient majoritairement en grève lors des jours de mobilisation de l'année 2021 et 2022 à Clermont-Ferrand (80%), Lyon (70 %) et Noisy-le-Grand (71%).

La réponse à ces mobilisations historiques pour notre administration a été l'organisation des GTI (groupe de travail interne). Même si le bénéfice du doute pourrait être encore accordé, nous constatons que les GTI n'ont pas permis de remettre en questions les dogmes imposés par la DG soi-disant pour professionnaliser nos formations. Ces GTI doivent donc être considérés pour ce qu'ils sont, soit une formidable diversion destinée à occuper les personnels en leur donnant une illusion de participer aux décisions. À cela s'ajoute la digitalisation des cours voulant faire admettre que l'aspect pédagogique de l'enseignant-e est inutile, l'ordinateur saura faire preuve d'empathie, saura formuler différemment, saura proposer des exercices de soutien, et faire de l'horizontalité...



REVENDICATIONS DE LA CGT



La CGT revendique une formation initiale de qualité permettant l'acquisition de vraies bases théoriques solides et utiles aux agents sur l'ensemble de leur carrière.

La CGT promeut un allongement de la durée de la formation initiale, dans un premier temps sur le modèle des scolarités avant rénovation, puis dans un second temps en revenant à une durée stage inclus de 18 mois par les catégories A, 12 mois pour les B et 6 mois pour les C.

La CGT revendique le recrutement de formateurs et de personnels administratifs à hauteur des besoins.

La CGT revendique le respect des temps de repos des personnels enseignants et administratifs afin d'éviter des préparations de séances pendant leurs congés ou arrêt maladie ou de confectionner les plannings les soirs et week-ends.

La CGT exige que les modules de cours soient rédigés par les chargés d'enseignement qui les dispensent, et que le responsable pédagogique soit présent sur le site d'affectation du rédacteur.

Les modules doivent être différenciés en fonction des besoins et des publics cibles.

Plus largement, la CGT affirme la nécessité de remettre l'humain au centre de la relation de travail et de la communication. Pour cela, les personnels administratifs et pédagogique doivent être respectés, écoutés et défendus par les différents niveaux de leur hiérarchie.

La CGT est, et restera, moteur dans l'unité syndicale à l'ENFIP : c'est ensemble que nous pourrons contraindre la direction à nous écouter.

La CGT combattrà sans compromis la détérioration continue de nos formations professionnelles et défendra le retour à une formation professionnelle à la hauteur de nos missions.



**ACTEURS / ACTRICES
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE,
POUR FAIRE VIVRE VOTRE
MISSION ET ENTENDRE
VOS REVENDICATIONS**

VOTEZ CGT



1^{er} au 8 décembre

VOTEZ CGT

